

Le concept de "zéro mort"

Septembre 2005

La notion de "zéro-mort" : définition et enjeux

La notion de "zéro-mort" (exprimée dans la littérature doctrinale par l'"intolérance aux pertes") concerne la préservation des vies des militaires qui s'engagent dans la bataille, la crise, la gestion post-conflit. Dans cette volonté insistante de préserver les vies, développée aux Etats-Unis, l'évolution des mentalités, l'impact de la technologie en matière d'armement et la transformation des enjeux de la guerre ont joué un rôle moteur. 1/ *La sociologie et l'anthropologie* expliquent une plus grande prudence dans la prise de risque au sein des armées occidentales : on accorde plus de valeur aux vies des soldats que par le passé. Ceci est lié au vieillissement des populations, à la démographie stagnante, à un individualisme prégnant, au poids des forces culturelles et sociales, et au coût élevé de la formation des personnels militaires. La professionnalisation des armées, l'amélioration constante des services de santé témoigne du souci de préserver la vie des combattants. 2/ *La transformation de la manière de mener une guerre avec* : l'engagement, initié par les Etats-Unis depuis la première Guerre du Golfe, de *nouvelles technologies* (senseurs, drones, furtivité, armes perforantes, gestion des flux d'information, renseignement, relocalisation des cibles, nouvelles doctrines associées) afin de limiter les pertes dans les rangs alliés. Ainsi les pertes infligées par les pays industrialisés à leurs adversaires ont atteint un ratio de 1 contre 10 (grâce à une multiplication des systèmes de surveillance, à l'emploi de munitions guidées...) ; une *nouvelle hiérarchie entre les armes* : l'outil aérien permettant les frappes à distance est l'expression militaire du zéro-mort en missions non-vitales (ceci peut avoir des effets pervers avec l'illusion de gérer la guerre à distance, de pouvoir répondre aux conflits asymétriques par les airs tout en protégeant les populations) ; le *développement des sociétés internationales privées de sécurité*, sous-traitant des services publics à l'industrie privée, traduit le refus de prise de risque, surtout dans les zones peu importantes stratégiquement ; une *modification des paramètres budgétaires des Etats, et des stratégies de guerre* ; une plus grande *prudence dans l'escalade* car le "zéro-mort" tend à court-circuiter d'avantage l'ampleur des frappes en instaurant des pauses et des paliers dans l'escalade. 3/ *L'interaction entre opinion publique et décideurs* : une nouvelle perception des risques dans les sociétés occidentales limite la marge de manœuvre en matière de sécurité, et les décideurs invoquent souvent l'attachement du public au "zéro-mort". Toutefois on constate que les décideurs politiques et militaires sont eux-mêmes plus sensibles au problème des pertes humaines amies que l'opinion. Le principe du "zéro mort" peut être instrumentalisé par les opposants aux interventions extérieures, afin d'empêcher les présidents d'engager l'armée à l'extérieur pour des objectifs jugés trop idéalistes, ou trop assortis de contraintes politiques. C'est le cas d'une partie de la hiérarchie militaire américaine, ou encore des conservateurs si il s'agit d'entreprises "libérales" (comme celles de Clinton). L'explication est historique : les chefs militaires ont été mis en accusation par la nation pour les combattants morts durant la guerre du Vietnam, et ont voulu par la suite placer le pouvoir politique devant ses responsabilités. Ils ont fait en sorte qu'aucune opération extérieure d'envergure ne soit possible sans l'appoint des réserves de l'Army et de la Garde nationale, donc sans une participation significative et un assentiment de la population. Dans la culture politique américaine, le gouvernement est fréquemment accusé de ne pas tout faire pour épargner les vies des individus qui se battent pour l'Etat. Si les intérêts vitaux du pays ne sont pas en jeu, la mort au combat d'un seul soldat est une faute grave des pouvoirs publics. Plus l'intérêt national est engagé, plus le dogme du "zéro-mort" se relâche : les Américains n'exigent pas des opérations "zéro mort", mais refusent de "gaspiller" la vie de leurs soldats dans des opérations qui ont peu de chances de réussite ou dont les bénéfices ne sont pas clairs.

Conséquences et limites du "zéro-mort"

La minimisation du nombre de morts est un élément important dans la décision de mener une opération extérieure. Cette mutation risque de bouleverser la société militaire dont l'acceptation de la mort était le fondement, et qui peut demain être amenée à tuer sans prendre de risques elle-même. Les principaux enjeux sont : 1/ *Un problème d'interopérabilité entre les armées américaine et européennes.*

Un différentiel de perception de la sécurité entre alliés apparaît lors des opérations de gestion de crise : d'un côté le "zéro-mort" virtuel pour les Américains, chez qui le souci de la protection de la force tourne à l'obsession ; de l'autre, le "moindre mort" européen. L'organisation internationale des armées s'en trouve perturbée. 2/ *Le risque de la non-intervention* : à plusieurs reprises récemment, la prédilection des élites politico-militaires pour le "zéro-mort" a conduit à la non-intervention. Le degré de prise de risque est davantage pris en compte dans les enjeux considérés comme non-vitaux par les Etats interventionnistes comme les Etats-Unis. Cela se traduit dans la décision d'intervenir, dans le choix des systèmes d'armes, des stratégies opératoires ou de la façon de sortir de la crise. Par exemple, les interventions de Petersberg ne concernent pas des intérêts vitaux pour les Etats qui interviennent, on sera donc tenté de minimiser la prise de risque dans ces opérations. Mettre particulièrement en avant la protection de la force pose un problème éthique, avec la question de la valeur donnée en retour aux victimes à protéger dans le cas de la guerre humanitaire (cf. Michael Walzer).

Un décalage croissant entre les pays occidentaux et les pays en guerre prêts à sacrifier des vies

Il pourrait s'avérer illusoire de vouloir mener une "guerre sans pertes" qui mène à la capitulation de l'adversaire. Le risque est que l'on se résigne à ne pas affronter celui-ci directement, en ne frappant que ses arrières. Il y a là un problème culturel : la mort est moins tolérée dans nos sociétés que dans d'autres, or elle est consubstantielle à la guerre. Si le premier souci des occidentaux, avant d'atteindre leurs buts de guerre, est de protéger la vie de leurs soldats, la menace d'utilisation de la force armée par ceux-ci sera de moins en moins efficace. Et cette situation est une porte ouverte au terrorisme. Si la mort de 18 rangers en Somalie a fait reculer les Etats-Unis, alors leurs ennemis savent comment faire battre en retraite la première puissance du monde : leur infliger des pertes importantes, ou les en menacer. Le souci du "zéro-mort" offre aux adversaires des Etats-Unis - incapables de gagner un combat conventionnel contre l'armée américaine - un moyen rapide, facile et peu coûteux de faire échouer la première puissance du monde et de limiter ses ambitions. En leur infligeant des pertes sur des terrains peu importants stratégiquement pour les Etats-Unis, ils peuvent espérer un résultat sans proportion avec leurs capacités militaires réelles. 4/ *Une distanciation par rapport au réel du combat* : les combattants occidentaux deviennent plus vulnérables psychologiquement face aux conflits identitaires, asymétriques, et à leurs paroxysmes violents. Le soldat est inhibé dans le combat de proximité, et ses règles de déontologie et d'engagement se heurtent au chaos extrême des situations et à la logique d'efficacité morbide des combattants locaux, davantage préparés à mourir pour une cause. Ainsi, les adversaires peuvent utiliser une stratégie reposant sur l'asymétrie de la situation, en utilisant les freins culturels occidentaux pour engager des stratégies de contournement, de dispersion, d'esquive, de guerre parallèle, et faire atteindre le seuil de renoncement et d'"insupportabilité" morale aux intervenants militaires occidentaux.